

nos alliés, permettez-moi de citer quelques chiffres dans l'étude de cette question d'extrême importance. Permettez-moi de lire la déclaration de l'ancien ministre de la Grande-Bretagne, M. Baldwin, qui, avant de déposer son mandat, disait :

Depuis la première année de paix, les administrateurs du Trésor public ont ramené les dépenses du pays, qui atteignaient un peu plus de £2,000,000,000, à un peu plus de £800,000,000. Le personnel des divers services administratifs a été tellement réduit qu'il compte aujourd'hui seulement dix pour cent de plus de fonctionnaires qu'avant la guerre.

C'est-à-dire que l'effectif de guerre a été diminué et que l'augmentation sur l'effectif d'avant-guerre n'est plus que de dix pour cent.

Et il ne faut pas oublier que la besogne administrative s'est énormément accrue du fait des pensions et des autres services dont la guerre a nécessité l'établissement. Bien que la moitié de notre revenu ait servi à acquitter l'intérêt des dettes, en trois ans, nous avons, à même le revenu, diminué de £450,000,000 notre dette.

Cela représente plus de \$2,000,000,000; et les honorables sénateurs se souviennent de l'activité déployée il y a trois ans par le gouvernement britannique.

Depuis l'armistice, nous avons coupé par près de la moitié notre dette flottante, qui était de £1,500,000,000 et qui n'est plus que de £800,000,000. En outre, nous avons libéré presque toute notre dette à l'étranger, sauf en Amérique; nous avons équilibré notre budget, et nous avons créé un fonds d'amortissement. L'opération a été dure, mais nous avons maintenant le crédit national.

Puis-je maintenant indiquer ce que les Etats-Unis ont fait depuis la cessation des hostilités? Permettez-moi auparavant de vous répéter les sentiments exprimés par le président Coolidge sur l'importance qu'il y a à étudier sérieusement ce sujet particulier :

Durant sept années les nations ont supporté avec un courage qui ne s'est pas démenti, le lourd fardeau des taxes nationales et locales.

Il faut réduire ces deux sortes d'impôts.

Il faut diminuer les taxes de la nation, autant que la prudence le permet et par conséquent comprimer les dépenses.

Les taxes élevées pèsent partout et sur tous. Elles écrasent particulièrement le pauvre. Elles affaiblissent l'industrie et le commerce. Elles sont cause que l'agriculture n'est pas profitable. Elles élèvent les taux de transport. Elles grèvent lourdement tous les articles de première nécessité.

De tous les services que le Congrès peut rendre au pays, je n'hésite pas à déclarer que c'est le plus important.

Le négliger, le différer, ou l'enlever par des propositions inappropriées, serait se rendre indigne de la confiance publique et traître à son mandat.

Le pays veut que cette mesure ait la priorité sur toutes les autres.

Permettez-moi maintenant de vous indiquer l'œuvre accomplie par les Etats-Unis :

L'an dernier, les Etats-Unis ont réduit leurs dettes de presque deux milliards de dollars. A la fin de la guerre le gouvernement américain a institué une com-

mission non-politique chargée de s'enquérir des dépenses d'alors et de déposer un budget d'économie. Les personnels du temps de guerre ont été réduits aux effectifs de temps de paix, et tous les départements de dépense ont pratiqué l'économie. Par conséquent, l'année dernière, le Trésor américain a accusé un surplus de \$323,000,000. Le secrétaire du Trésor américain se propose aujourd'hui de rembourser ce montant au peuple, en réduisant les taxes de guerre. Il a annoncé une réduction de l'impôt sur le revenu, l'abolition de la taxe d'amusement, de certaines taxes de timbres et d'autres impôts.

Je n'insisterai pas sur la nécessité qu'il y a pour le Canada de marcher de pair avec les Etats-Unis. Mon honorable ami de Lambton (l'honorable M. Pardee) a souligné ce point, et il est évident que si nous ne voulons pas nous laisser devancer par nos voisins, et nous faire absorber par eux, le coût de la vie en ce pays doit être aussi bas que dans la République voisine. Permettez-moi, avant de poursuivre mon sujet, de parler de la réduction de la dette des Etats-Unis.

Au 31 août 1919, la Grande guerre avait porté à son apogée la dette publique des Etats-Unis. Depuis quatre ans et demi, cette dette a été diminuée de plus de \$4,800,000,000.

Les chiffres rendus aujourd'hui publics par la Trésorerie révèlent qu'au début de l'année fiscale, samedi, la dette nationale était de \$21,731,966,852. Une réduction de \$933,000,000.

Permettez-moi maintenant de citer quelques chiffres au sujet de la réduction de l'impôt sur le revenu. Toute personne patriotique et qui désire le progrès du Canada; voulant placer son propre pays au même rang que les Etats-Unis, doit sérieusement s'occuper des problèmes de cette nature. Sur un revenu de \$3,000, le taux canadien est de \$40, tandis qu'aux Etats-Unis, ce revenu échappe à l'impôt.

Voici les taux respectifs au Canada et aux Etats-Unis pour les revenus suivants: \$3,000, Canada \$40, Etats-Unis, rien; \$4,000: Canada \$80; Etats-Unis \$15.75; \$5,000: Canada \$120, Etats-Unis \$38.25; \$6,000: Canada \$150, Etats-Unis \$72; \$7,000: Canada \$270, Etats-Unis \$99.

Honorables messieurs, voilà un problème grave. Notre pays ne peut maintenir le taux élevé des taxes imposées actuellement sur la classe moyenne qui constitue la majorité de la nation et faire avec succès concurrence aux Etats-Unis.

L'honorable M. CASGRAIN: Comment procèdent-ils lorsqu'il s'agit des revenus élevés?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Les Etats-Unis se proposent de réduire de vingt-cinq pour cent la surtaxe.

L'honorable M. ROSS: De trente-trois et demi pour cent.

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.